

DÉCLARATION LIMINAIRE

FNTE
la
cgt

www.fnte.cgt.fr

CSA-R MARINE du 10 décembre 2025

Amiral, Mesdames, Messieurs,

La CGT débutera cette déclaration liminaire par un soutien total et sans faille à notre Secrétaire Générale Sophie Binet. Sa mise en examen pour des propos tenus lors d'une interview nationale est une attaque frontale au monde syndicaliste. Nous sommes en accord total avec le fait que le grand patronat français qui menace de quitter le pays, pour des raisons fiscales, est un abandon comparable « aux rats qui quittent le navire ». Dans une dialectique guerrière, chère à notre président de la République, on pourrait aussi comparer ce comportement à une désertion. En tant de guerre, la sentence est lourde pour les déserteurs.

La CGT aura la même réaction quel que soit le représentant syndical qui pourrait être visé par une telle attaque.

La Fédération Nationale des Travailleurs de l'État (FNTE-CGT) tient, en préambule à nos échanges, à réaffirmer solennellement sa volonté inébranlable de paix et son refus de soutenir toute logique d'économie de guerre qui irait à l'encontre de l'intérêt des peuples. Nous nous inscrivons dans la lignée de ceux qui dénoncent la guerre comme une « connerie ».

La France traverse une crise politique et économique profonde, marquée par une instabilité gouvernementale sans précédent. C'est dans ce cadre que se déroulent les débats sur le Projet de Loi de Finance, et plus particulièrement le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2026, sous fond de réduction de la dette publique et de nouvelle cure d'austérité. Les moins aisés en feront une nouvelle fois les frais. La France doit retrouver de toute urgence son indépendance et sa souveraineté. Surtout lorsque des discours semblent préparer les esprits à des sacrifices humains.

Nous dénonçons toute tentative de choc psychologique visant à préparer l'opinion publique à la guerre. Déclarer froidement que le peuple français doit « accepter de perdre ses enfants » est une provocation dangereuse de la part du Chef d'Etat-Major des Armées.

Travailler pour une industrie d'armement, travailler pour le ministère des armées, sont des missions essentielles qui doivent servir à protéger nos enfants, pas à les sacrifier au profit d'une quelconque économie de guerre.

Le véritable danger qui menace le pays est la précarité sociale, le démantèlement de notre modèle social et la destruction du service public. Nous refusons de sacrifier les conquis du Conseil National de la Résistance pour financer une course aux armements.

La CGT propose toujours la création d'un pôle public national de défense pour contrôler la production d'armes. L'argent donné pour les guerres, loin de reconstituer la défense française, a servi à renforcer certains concurrents économiques à notre détriment. Les guerres « hybrides » doivent être détectées à la lueur des seuls faits, en toute impartialité. L'oublier, c'est prendre le risque de voir ressurgir les vieux démons de l'histoire.

Nos personnels civils donnent le meilleur d'eux-mêmes, mais les orientations actuelles les pénalisent :

- Les missions sont de plus en plus fournies et pointues, mais l'embauche statutaire est utilisée avec parcimonie au détriment des contrats. Nous revendiquons l'**augmentation et l'indexation annuelle du Point d'Indice sur l'inflation**, ainsi que l'**intégration des primes pour le calcul de la pension retraite** des fonctionnaires.
- Nous dénonçons l'attitude de certaines Directions locales qui ont tenté d'impacter les mouvements sociaux en incitant les personnels à se mettre en télétravail ou en garde d'enfants lors de la journée du 18 septembre.
- Nous réclamons une intervention urgente du Premier Ministre pour que le MINARM prenne à sa charge le trop-versé de rémunération dû à l'erreur de paramétrage du logiciel PAYSAGE de la DGFIP, une erreur qui ne doit pas être payée par les 11 178 personnels ouvriers d'État concernés.

La CGT est convaincue que les moyens financiers mis dans le secteur de la défense doivent servir l'emploi et les populations, plutôt que les dividendes des grands groupes industriels privés.

Nous attendons des réponses concrètes sur l'ensemble de ces points. L'heure n'est pas aux chantages émotionnels ni à la résignation, mais à la **mobilisation immédiate pour la défense de nos droits sociaux et du modèle de société que nous prônons**.

Merci de votre attention.